

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
28019 Chartres

Chartres, le 04/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/08/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **JP ENERGIE ENVIRONNEMENT - PARC EOLIEN DES HAUTS DE MELLERAY**

13 rue de Liège  
75009 Paris

Références : IC250510  
Code AIOT : 0010011795

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/08/2025 dans l'établissement JP ENERGIE ENVIRONNEMENT - PARC EOLIEN DES HAUTS DE MELLERAY implanté Lieu-dit les Hauts de Melleray - RN 109 28310 Janville-en-Beauce. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- JP ENERGIE ENVIRONNEMENT - PARC EOLIEN DES HAUTS DE MELLERAY
- Lieu-dit les Hauts de Melleray - RN 109 28310 Janville-en-Beauce
- Code AIOT : 0010011795
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Parc éolien constitué de 4 éoliennes (hauteur en bout de pale 125 m, diamètre rotor 100 m,

puissance nominale 2,2 MW) ayant fait l'objet d'un repowering suite à l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 juin 2020. La mise en service industrielle est intervenue le 1er février 2024.

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 8

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
9	Panneau de prescriptions pour les tiers	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
2	Suivi environnemental – Mise en œuvre mesures préconisées dans conclusions	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
3	Versement des données brutes issues du suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
4	Mortalité espèce protégée	Code de l'environnement du 13/08/2025, article R. 512-69	Sans objet
5	Respect du bridage	AP Complémentaire du 15/06/2020, article 6.2	Sans objet
6	Mise en œuvre des mesures ERC du dossier d'autorisation environnementale	Arrêté Préfectoral du 15/06/2020, article 6.2.	Sans objet
7	Balisage lumineux de nuit	Arrêté Ministériel du 23/04/2018, article II.3.5	Sans objet
8	Synchronisation du balisage	Arrêté Ministériel du 23/04/2018, article II.3.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	lumineux		

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Suivi environnemental

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réalisation et qualité du suivi
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriel du 04/07/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport du 26/06/2025 relatif au suivi environnemental réalisé pour le parc en 2024. Le parc a été mis en service le 01/02/2024, il s'agit du premier suivi du parc renouvelé avec changement de gabarit d'éoliennes.</p> <p>Le prochain suivi est programmé en 2034.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Suivi environnemental – Mise en œuvre mesures préconisées dans conclusions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Recommandations du bureau d'études
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les conclusions du rapport indiquent que : <i>"Le faible taux de mortalité observé et estimé par éolienne et par an valide l'efficacité des mesures d'atténuation mises en place. Il ne semble donc pas nécessaire de renouveler le suivi de mortalité en 2025"</i> et <i>"Au vu des pourcentages d'activité protégées par espèce en 2024 avec le bridage en place, renouveler le suivi en altitude en 2025 permettra d'augmenter la base de données de suivi d'activité mais également de pallier les variations interannuelles de l'activité chiroptérologique. L'objectif étant de proposer, à l'issue de ces 2 années de suivis, un bridage robuste et actif en 2026 qui sera représentatif des conditions écologiques locales"</i>.</p> <p><b>Constat : pas d'écart constaté.</b>  <b>L'exploitant propose une reconduction du suivi en altitude mais pas de la mortalité. L'inspection des installations classées valide cette proposition.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Versement des données brutes issues du suivi environnemental**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Données brutes
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil. [...]</p>
<b>Constats :</b>

Par courriel du 04/07/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le certificat de dépôt des données brutes collectées dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité".

**Pas d'écart constaté**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Mortalité espèce protégée

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 13/08/2025, article R. 512-69

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rapports accidents/incidents

##### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

##### **Constats :**

Par courriel du 04/07/2025, l'exploitant a transmis le rapport de suivi environnemental du 26/06/2025 (campagne de 2024) qui mentionne qu'il a été retrouvé : 1 cas de Faucon crécerelle et 1 cas de Perdrix grise, qui sont des espèces patrimoniales quasi-menacées en France. Les espèces de chauves-souris retrouvées ne sont pas menacées.

Pour rappel, dans le cadre du suivi environnemental et à tout moment de la vie de l'installation, une mortalité d'espèce menacée (en danger critique, en danger ou vulnérable sur une liste rouge locale, régionale ou nationale) ou une mortalité importante/massive d'une même espèce protégée sont considérés comme des incidents au titre de l'article R.512-69 du code de l'environnement.

Par conséquent, aucun incident relatif à la mortalité d'espèce menacée n'a été recensé sur le site en 2024.

**Pas d'écart constaté**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Respect du bridage

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 15/06/2020, article 6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bridage chiroptère/avifaune
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...]  Pour prévenir les risques de collision avec les chiroptères, l'exploitant met en œuvre un plan de fonctionnement réduit des aérogénérateurs dès la mise en service industrielle du parc, intégrant des phases de bridage des éoliennes aux périodes critiques pour les chauves-souris. Les modalités de ce plan sont les suivantes : du 1er août au 31 octobre, pour des vents inférieurs à 6m/s à hauteur de nacelle, des températures supérieures à 10°C et sur des nuits entières (du coucher au lever du soleil). Ces mesures seront donc couplées à des enregistrements des paramètres météorologiques (vitesse du vent, température). La mise en place effective du plan de bridage des machines doit pouvoir être justifiée, à tout instant et par tout moyen adapté à l'inspection des installations classées. Toute modification de ce plan de fonctionnement réduit devra faire l'objet de la demande prévue à l'article R. 181-45 du code de l'environnement.  [...]  <b>Constats :</b>  Sur le terrain, vers 22h, l'inspection des installations classées constate que l'éolienne HME-04 est arrêtée.  Par courriel du 29/08/2025, l'exploitant transmet les données concernant les arrêts des éoliennes pour bridage ainsi que les données météorologiques enregistrées sur les éoliennes. Aux dates et heures de visite, les données n'indiquent pas d'arrêt de l'éolienne HME-04 pour bridage. Un code erreur "693 : SignalError-PAUSE 1804,1" est affiché, de ce fait le bridage n'était pas activé ce jour-là. Les données météorologiques présentent les informations suivantes : une vitesse de vent de 5,94 m/s et une température de 26,03°C.  Par sondage, le 26 août 2025, l'inspection des installations classées observe que les éléments transmis permettent d'établir que le bridage est effectif pour les conditions prescrites, et cela pour l'ensemble du parc.  <b>Conclusion :</b> Pas d'écart constaté.  <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 :** Mise en œuvre des mesures ERC du dossier d'autorisation environnementale

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/06/2020, article 6.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, ERC
<b>Prescription contrôlée :</b>

[...]

Pour prévenir les risques de collision avec les chiroptères, l'exploitant met en œuvre un plan de fonctionnement réduit des aérogénérateurs dès la mise en service industrielle du parc, intégrant des phases de bridage des éoliennes aux périodes critiques pour les chauves-souris : du 1er août au 31 octobre, pour des vents inférieurs à 6 m/s à hauteur de nacelle, des températures supérieures à 10 °C, et sur des nuits entières (du coucher au lever du soleil). Ces mesures seront couplées à des enregistrements météorologiques (vitesse du vent, température).

[...]

#### Constats :

Par courriel du 04/07/2025, l'exploitant a transmis le suivi des mesures environnementales de 2024. Il indique que le bridage en 2024 était le suivant :

Paramètres	Conditions
Éoliennes	Toutes les éoliennes
Périodes	1er août au 31 octobre
Heures de nuit	Du coucher au lever du soleil
Vitesse de vent	Inférieure à 6 m/s
Températures	Supérieure à 10°C

Suite aux conclusions du suivi environnemental réalisé en 2024, l'exploitant a modifié le bridage du parc en 2025 :

- pour E1/E2

Juillet : Du coucher du soleil jusqu'à 2h avant le lever du soleil;  $T > 15^{\circ}\text{C}$  ;  $v < 3 \text{ m/s}$

Août : Du coucher du soleil jusqu'à 2h avant le lever du soleil;  $T > 15^{\circ}\text{C}$  ;  $v < 6,5 \text{ m/s}$

Septembre Du coucher du soleil jusqu'à 4h après le coucher du soleil;  $T > 13^{\circ}\text{C}$  ;  $v < 6 \text{ m/s}$

Octobre Du coucher du soleil jusqu'à 5h après le coucher du soleil ;  $T > 11^{\circ}\text{C}$  ;  $v < 5 \text{ m/s}$

- pour E3/E4

Juin : Du coucher du soleil jusqu'à 2h avant le lever du soleil;  $T > 13^{\circ}\text{C}$  ;  $v < 4 \text{ m/s}$

Juillet Du coucher du soleil jusqu'à 2h avant le lever du soleil;  $T > 15^{\circ}\text{C}$  ;  $v < 5 \text{ m/s}$

Août Du coucher du soleil jusqu'à 2h avant le lever du soleil;  $T > 15^{\circ}\text{C}$  ;  $v < 7 \text{ m/s}$

Septembre Du coucher du soleil jusqu'à 4h après le coucher du soleil;  $T > 13^{\circ}\text{C}$  ;  $v < 6 \text{ m/s}$

Octobre Du coucher du soleil jusqu'à 5h après le coucher du soleil;  $T > 11^{\circ}\text{C}$  ;  $v < 5 \text{ m/s}$

.

Le rapport conclut qu'"Il serait intéressant d'optimiser le bridage selon les données de 2024 du parc éolien des Hauts de Melleray, qui sera actif en 2025. Sachant qu'un suivi en hauteur de l'activité des chiroptères aura lieu en 2025, il pourra être intéressant de réviser le bridage pour 2026 en prenant



en compte les 2 années de suivis."

L'inspection des installations classées considère que la proposition de l'exploitant devra être revue pour couvrir une part d'activité enregistrée plus importante. Cette nouvelle proposition sera à définir et discuter avec l'inspection des installations classées suite aux résultats du suivi de l'activité des chiroptères en cours de réalisation. Une demande de compléments sera formulée dans ce sens prochainement. L'inspection des installations classées proposera ultérieurement un arrêté préfectoral complémentaire encadrant les nouvelles modalités de bridage.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

#### N° 7 : Balisage lumineux de nuit

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 23/04/2018, article II.3.5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Balisage lumineux

**Prescription contrôlée :**

Chaque éolienne est dotée d'un balisage lumineux nocturne assuré par des feux d'obstacle de moyenne intensité de type B (feux à éclats rouges de 2 000 cd). Ces feux d'obstacle sont installés sur le sommet de la nacelle et sont visibles dans tous les azimuts (360°).

Des feux de moyenne intensité, dits " à faisceaux modifiés ", peuvent être utilisés en lieu et place des feux de moyenne intensité de type B. Ces feux MI à faisceaux modifiés sont des feux rouges à éclats utilisables pour le balisage de nuit, dont l'intensité effective à 4° de site au-dessus du plan horizontal est de 2 000 cd et qui respectent la répartition lumineuse décrite dans le tableau ci-après : [...]

**Constats :**

Sur le terrain, vers 22h , l'inspection des installations classées constate la présence, sur l'ensemble des éoliennes du parc, de feux d'obstacles à éclats rouges visibles dans tous les azimuts.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

#### N° 8 : Synchronisation du balisage lumineux

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 23/04/2018, article II.3.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Balisage lumineux

**Prescription contrôlée :**

Les feux à éclats de même fréquence implantés sur toutes les éoliennes sont synchronisés. Les feux à éclats initient leur séquence d'allumage à 0 heure 0 minute 0 seconde du temps coordonné universel avec une tolérance admissible de plus ou moins 50 ms. [...]

<b>Constats :</b>  Sur le terrain, vers 22h , l'inspection des installations classées observe que les feux à éclats sont implantés sur l'ensemble des éoliennes du parc et qu'ils sont synchronisés.  <b>Pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Panneau de prescriptions pour les tiers**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
<b>Thème(s) :</b> Autre, Numéro d'alerte
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] <p>Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;</li> <li>- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;</li> <li>- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;</li> <li>- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  Sur le terrain, l'inspection des installations classées observe que le panneau de prescriptions pour les tiers se trouve au pied de l'éolienne HME-04.  <b>Constat :</b> La distance entre le panneau et l'éolienne est trop petite pour informer les tiers tout en les maintenant à une bonne distance de sécurité de l'éolienne.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de s'assurer que les panneaux de prescriptions pour les tiers se situent bien à l'entrée du chemin d'accès de chacune des éoliennes du parc.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

